



MOINS DANS LES MUSCLES, PLUS DANS LA TÊTE POUR LES TRAVAILLEURS DE DEMAIN

Les nouvelles prévisions du Cedefop en matière de compétences révèlent des tendances et des défis parallèles et contradictoires

Selon les prévisions, dans un avenir proche, les environnements professionnels seront caractérisés par davantage d'autonomie, moins de tâches routinières, une utilisation accrue des TIC, une diminution des efforts physiques et une augmentation des tâches sociales et intellectuelles. Les besoins en compétences du marché du travail se modifieront, et les travailleurs devront faire preuve de nouvelles

compétences pour répondre à cette évolution des besoins. Le vieillissement de la main-d'œuvre, la surqualification et la polarisation des emplois au sommet et à la base de l'échelle des compétences compteront au nombre des défis clés des dix prochaines années, au sujet desquels il faut prendre des mesures dès à présent.

CEDEFOP PRÉVISIONS DES QUALIFICATIONS 2018

Faits essentiels: UE-28

243 232 000
Emploi en 2030

6%
Augmentation
à partir de 2016

0.4%
Croissance
annuelle

SECTEURS CONNAISSANT LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE

Croissance par an 2016-30

Commerce
et autres services

1%



Distribution
et transport

0.6%



PROFESSIONS CONNAISSANT LA DEMANDE LA PLUS FORTE

Nombre total d'emplois vacants 2016-2030

11 984 600

Collaborateurs dans les
entreprises et l'administration

9 276 600

Employés dans la vente

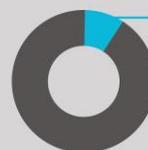
8 710 160

Nettoyage et auxiliaires



151 337 000

Nombre total d'emplois, 2016-30



9%
générés
par des créations
d'emplois



91%
générés
par des besoins de
remplacement

Environ 4 nouveaux emplois sur 5

seront liés à des professions hautement qualifiées

Les prévisions régulières du Cedefop concernant l'offre et la demande de compétences donnent des informations détaillées sur les tendances du marché du travail et sur le développement des compétences dans l'ensemble de l'Europe. Sur la base de données harmonisées et d'une méthodologie unique, elles ont permis de repérer, de prévenir et de compenser de potentiels déséquilibres du marché du travail et ont servi de base aux décideurs politiques dans l'ensemble de l'Europe pour prendre des décisions éclairées ⁽¹⁾.

Stagnation de la population active

La population européenne en âge de travailler devrait augmenter de 3,7 % d'ici 2030. Cette augmentation globale masque toutefois des variations: certains pays connaîtront une augmentation plus significative (le Luxembourg, l'Irlande, la Norvège, la Suisse et l'Islande), tandis que d'autres devront faire face à une population en âge de travailler décroissante (la Bulgarie, la Lettonie et la Lituanie). Une proportion plus importante de la population en âge de travailler aura plus de 55 ans. Ces travailleurs plus âgés ont tendance à enregistrer des taux de participation au marché du travail relativement bas, même s'ils sont plus élevés à l'heure actuelle que par le passé. C'est pourquoi la population active d'Europe augmentera d'à peine 1 % d'ici 2030, tandis que l'on s'attend à une diminution du taux de participation global.

Croissance modérée du nombre de postes permettant de maintenir le niveau d'emploi

Ces tendances devraient entraver la croissance de l'emploi sur le long terme; cependant, il est hautement probable que le nombre d'emplois augmente plus vite que la population active au cours de ces 15 prochaines années et jure le chômage, malgré les incertitudes économiques. Dans la plupart des pays, on s'attend à observer une croissance modeste de l'emploi, d'une valeur moyenne de 0,5 % par an entre 2020 et 2025, et à retrouver les taux d'emploi d'avant

la crise au plus tard en 2030. Il se peut que les États membres du sud accusent un certain retard ⁽²⁾.

On prévoit un déclin de l'emploi dans un certain nombre de pays dont l'Allemagne, les États baltes, la Bulgarie et la Croatie en raison, entre autres, d'une diminution de la population en âge de travailler due au vieillissement de la population ou à l'émigration. Il reste à voir si les taux de participation au marché du travail, en augmentation, et le solde migratoire suffiront à inverser la tendance à la baisse des taux d'emploi.

Croissance de l'emploi variable en fonction des secteurs

La production et le commerce de biens s'étendent sur toute la planète: il s'agit de l'un des principaux moteurs des changements structurels récents et à venir en Europe. Ces dernières décennies, la répartition mondiale du travail a radicalement changé; il est probable que la concurrence et les possibilités de marché à l'échelle mondiale continuent d'influencer la structure de l'emploi en Europe. Les salaires relatifs et la productivité joueront un rôle clé dans la détermination des emplois qui perdureront et fleuriront en Europe et de ceux qui seront perdus en faveur de la concurrence étrangère. L'industrie manufacturière est le secteur le plus touché, tant par le commerce mondial que par l'automatisation ⁽³⁾. Dans de nombreux secteurs de l'industrie manufacturière, même si la production continuera d'augmenter, la croissance économique sera «sans emploi», voire s'accompagnera d'une perte d'emplois.

Néanmoins, certains secteurs à forte valeur ajoutée devraient enregistrer une croissance considérable de l'emploi; parmi ceux-ci figurent le secteur de la fabrication d'équipements électriques, d'autres machines et équipements, et le secteur des véhicules à moteur. Pour ce dernier secteur, une croissance est escomptée dans plusieurs pays de l'UE, tels que la France, l'Irlande, la Roumanie et les États baltes. La croissance est moins stimulée par la demande

⁽¹⁾ Les prévisions du Cedefop couvrent les 28 États membres de l'UE ainsi que la Norvège, l'Islande et la Suisse. En 2010, le Conseil européen a confié au Cedefop la mission de présenter des prévisions biennales concernant les tendances en matière d'offre et de demande de compétences dans l'ensemble de l'Europe.

⁽²⁾ Une reprise modeste est escomptée dans des pays tels que la Grèce, l'Espagne, la Lituanie et Chypre, qui doivent contrer la perte massive d'emplois causée par les diverses crises de la dette.

⁽³⁾ Comme on peut l'observer dans le cadre du désaccord sur les droits sur les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Union européenne.

intérieure que par les perspectives d'augmentation des exportations vers des marchés en expansion rapide tels que la Chine et l'Amérique latine. On prévoit également une hausse de l'emploi dans le secteur des équipements informatiques, optiques et électroniques, mais ces taux d'augmentation sont de plus faible envergure que pour les véhicules à moteur.

Les secteurs des services connaîtront la croissance la plus rapide en matière d'emploi, en particulier les services juridiques et comptables, les activités de recherche et de développement, la publicité et les études de marchés, ainsi que les activités de services administratifs et de soutien. Le secteur des services devrait connaître une croissance plus particulièrement dans les États membres qui ont rejoint l'UE le plus récemment: selon les prévisions, l'emploi dans le domaine de l'immobilier, des activités juridiques, comptables et de conseil, ainsi que des services d'architecture augmentera de façon non négligeable, surtout en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Slovaquie, en Roumanie, en Bulgarie et en Roumanie. Dans le secteur du tourisme, les prévisions annoncent une croissance de l'emploi en Grèce, en Espagne et au Portugal.

Polarisation croissante des emplois

Dans le cadre de la croissance des emplois, on prévoit une polarisation continue, un nombre de plus en plus important de nouveaux postes s'ouvrant au sommet et à la base de l'échelle des compétences et un nombre d'emplois de niveau moyen qui s'amenuise peu à peu.

Selon les projections, ce sont les professions hautement qualifiées (directeurs, cadres et cadres adjoints) qui connaîtront la croissance la plus forte, suivies par certaines professions demandant moins de compétences, notamment dans le secteur des ventes, de la sécurité, du nettoyage, des services de traiteurs et des professions de soins, avec une croissance plus modérée. Les niveaux d'emploi à des positions moyennement qualifiées, dont des postes de travailleurs manuels qualifiés et d'employés administratifs, devraient stagner, voire décliner, à mesure que les effets de l'automatisation et de la délocalisation se feront ressentir.

L'extrémité inférieure du spectre des compétences se caractérise par la résilience des emplois. Nombre de ces emplois, principalement dans le domaine des services personnels (services d'hôtels et restaurants,

services de soins et autres services de proximité, par exemple) – tant dans le secteur privé que dans le secteur public –, sont très peu touchés par l'expansion des routes commerciales, car ils sont liés à l'endroit où ils sont situés. L'interaction directe, en personne, entre le prestataire et le bénéficiaire d'un service explique également pourquoi ces emplois comportent moins de tâches routinières et ont, jusqu'ici, moins souffert de l'évolution technologique et de l'automatisation.

Des tendances vers un marché du travail plus polarisé ont vu le jour durant la récession, entraînant des pertes massives d'emplois vers le milieu de l'échelle des compétences, un déclin modéré à la base de celle-ci et une croissance des emplois à son sommet. Pour la période s'étendant jusqu'à 2030, une forte croissance est prévue à la base de l'échelle dans plusieurs États membres de l'UE, en particulier en Espagne, en France et au Royaume-Uni. Les structures de polarisation les plus marquées s'observeront en Allemagne, en France et aux Pays-Bas et, dans une moindre mesure, en Roumanie et en Italie.

Remplacement des travailleurs qui partent à la retraite

La majorité des ouvertures de postes dans l'économie européenne découlera de la nécessité de remplacer les travailleurs lorsqu'ils prennent leur retraite ou quittent le marché du travail. Il est nécessaire de remplacer les travailleurs à tous les échelons, même dans les secteurs où les perspectives d'emploi déclinent, tels que l'agriculture, la sylviculture et la pêche, et ce malgré la polarisation. La demande de remplacement est proportionnellement plus élevée dans les professions et dans les pays où la population active est la plus âgée. La structure d'âge de la population active du secteur primaire entraînera des ouvertures de postes dans les années à venir. Nombre de ces emplois nécessiteront des niveaux élevés de compétences, en raison de l'introduction de nouvelles technologies.

L'offre de compétences augmentera plus vite que la demande

Selon les prévisions, il semble que la demande de travailleurs hautement qualifiés continuera de croître, induite par les modifications de la structure de l'emploi et les évolutions technologiques requérant de

nouvelles compétences. Le marché du travail de l'UE a, depuis longtemps, amorcé une transformation, passant d'un marché de l'industrie lourde à un marché des services et des technologies numériques, et d'une large base d'emplois souvent peu qualifiés à une économie de la connaissance exigeant des compétences différentes et d'un plus haut niveau.

Du côté de l'offre, les investissements dans les politiques d'enseignement et de formation supérieurs ont accru le nombre de travailleurs hautement qualifiés. Les prévisions du Cedefop en matière de compétences suggèrent que cette tendance gagnera encore en dynamisme, augmentant le réservoir de travailleurs parmi lesquels puiser pour répondre aux besoins futurs.

La relation entre l'offre et la demande montre que la première risque de croître plus vite que la seconde dans les années à venir. Les travailleurs hautement qualifiés trouveront peut-être plus facilement un emploi que les travailleurs moins qualifiés, mais ils risquent de se retrouver à des postes en dessous de leur niveau de qualification. Ce phénomène, souvent qualifié d'«inflation des qualifications», pourrait donner une impression souvent trompeuse des pressions exercées par la demande.

Moins de tâches routinières, plus de TIC

Les prévisions indiquent une diminution générale des tâches physiques et une augmentation des tâches intellectuelles et sociales. Celles-ci nécessitent des compétences en communication, des compétences entrepreneuriales et d'autres compétences clés dans des domaines tels que la vente/la persuasion et le service/l'assistance/les soins ⁽⁴⁾. Les prévisions révèlent également une augmentation continue et considérable de la demande en compétences TIC, dans la mesure où l'innovation en matière d'application des technologies de l'information et de la communication – les évolutions technologiques augmentant la productivité – devrait continuer d'accélérer au cours des prochaines décennies.

⁽⁴⁾ Dans la nouvelle série de prévisions en matière de compétences, le Cedefop et Eurofound ont collaboré pour examiner le contenu des tâches et compétences de la structure européenne de l'emploi actuelle et future. Ces résultats s'appuient sur l'analyse d'Eurofound.

Ces évolutions sont les plus marquées dans les États membres qui ont adhéré à l'Union européenne après 2004, en raison peut-être de leur besoin de rattraper les autres et de la convergence ascendante de la structure de l'emploi en Europe.

Besoin de réponses politiques fortes

Les politiques stimulant les taux de participation au marché du travail de certains groupes démographiques et favorisant l'allongement des carrières professionnelles, notamment les politiques d'apprentissage tout au long de la vie, entretiendront une population active en augmentation pendant un temps. Cependant, les incitations visant à encourager les naissances et l'immigration modérée sont considérées comme nécessaires par de nombreux analystes pour assurer une population active stable à moyen et long terme. Dans le même temps, les baby-boomers partant à la retraite libéreront un grand nombre d'emplois, particulièrement dans des professions nécessitant un niveau de compétences faible ou moyen. Les systèmes d'enseignement et de formation doivent tenir compte de cette tendance pour assurer la continuité des activités économiques.

Parallèlement, la tendance vers des services à forte valeur ajoutée en Europe n'est pas près de disparaître, d'autant plus que la population active européenne devient de plus en plus qualifiée et en mesure de répondre aux besoins pertinents en matière de compétences. Dans le même temps, la transition vers les services – un secteur présentant de nombreuses formes de contrats de travail atypiques, souvent sans assurance – exige l'élaboration de politiques garantissant la protection et la cohésion sociales, en particulier par temps de croissance économique lente. Cette constatation s'applique également à l'économie des plateformes, en pleine expansion, qui donne lieu à l'apparition de nouvelles formes de travail et de nouvelles relations d'emploi.

Les États membres de l'UE devront améliorer leurs cadres stratégiques pour favoriser la mobilité des travailleurs dans l'ensemble de l'UE tout en faisant face aux défis de la numérisation. Dans ce contexte, les prévisions du Cedefop concernant les futurs défis clés en matière de compétences et de marchés du travail contribuent non seulement aux politiques en matière d'enseignement et d'éducation, mais aussi aux politiques d'emploi et sociales, telles que le socle européen des droits sociaux. Ce domaine stratégique prioritaire de l'UE a été lancé en mars 2018 et vise à

garantir des conditions de travail équitables et des droits en matière de sécurité sociale, à doter la population des bonnes compétences et à créer davantage d'unité au sein des sociétés européennes ⁽⁵⁾.

Les goulets d'étranglement sur les marchés du travail, dont la surqualification, par exemple, rendent une réponse politique obligatoire pour juguler leurs effets. L'emploi de travailleurs hautement qualifiés à des postes nécessitant des qualifications moyennes est susceptible d'augmenter la productivité globale à court terme, mais peut entraîner une déqualification et une obsolescence des compétences et, en conséquence, une réduction de la satisfaction au travail et une perte de productivité. Parallèlement, les décideurs politiques devront promouvoir l'ascension sociale des travailleurs moyennement ou faiblement qualifiés, dont les perspectives de carrière risquent d'être menacées s'ils sont en concurrence avec des travailleurs hautement qualifiés et qui risquent de tomber dans un cercle vicieux de chute des salaires et de la productivité. Pour contrebalancer cette tendance dangereuse, susceptible d'avoir des effets négatifs sur le développement sain des économies européennes, le Conseil recommande aux États membres de proposer aux adultes peu qualifiés plus de parcours de renforcement des compétences, pour les aider à améliorer leurs compétences dans le domaine de la lecture, de l'écriture, du calcul et du numérique ⁽⁶⁾.

Les décideurs politiques de tout niveau doivent trouver un moyen de modérer toutes ces tendances et tous ces risques parallèles et parfois contradictoires. Une offre étendue et variée d'enseignement et de formation professionnels (EFP) est nécessaire, allant de l'EFP de niveau tertiaire pour des emplois nécessitant des compétences techniques du plus haut niveau à la mise à disposition de formations actualisées correspondant aux exigences en matière de compétences des emplois situés à l'extrémité inférieure de l'échelle des qualifications. Dans le même temps, des politiques fortes en matière d'emploi et dans le domaine social doivent encadrer les évolutions du marché du travail si l'Europe veut éviter que l'écart entre les travailleurs riches et les travailleurs pauvres ne se creuse encore.

⁽⁵⁾ *Socle européen des droits sociaux – Construire une Union européenne plus inclusive.*

⁽⁶⁾ *Recommandation du Conseil du 19 décembre 2016 relative à des parcours de renforcement des compétences: de nouvelles perspectives pour les adultes.*